DOUZIEME ANNEE — N° 471 — On s'abonne au Bureau du Journal : 17, RUE DE L'ANNONCIATION à PARIS (16e Arr.) et dans les Bureaux de Poste — SAMEDI 27 JUILLET 1918.

ABONNEMENTS
FRANCE. . . . Un an. 6 fr.
ETRANGER . . . — 8 fr.
LE NUMERO:
FRANCE. . . . . 10 centimes
ETRANGER . . . . 15 —
Aux Bureaux du Journal et par la poste
TÉLÉPHONE : AUTEUIL 17-09
ANNONCES
Agence MURATET & Cie
89, rue d'Hauteville
TÉL. : NORD 71-11

LA FRANÇAISE

Journal de Progrès Féminin
PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

Directrice - Fondatrice :
Jane MISME

ABONNEMENTS
FRANCE. . . . Un an. 6 fr.
ETRANGER. . . . — 8 fr.
Les abonnements ne pouvant être souscrits pour moins d'un an ils partent du 1er de chaque mois
LE NUMERO:
FRANCE. . . . . 10 centimes
ETRANGER. . . . . 15 —
Aux Bureaux du Journal seulement et par poste

Hommage au Service de Guerre des Femmes Britanniques

Le victorieux service

Depuis quatre ans, les femmes de Grande-Bretagne ont ardemment servi leur pays. Elles ont, par cela même, servi la cause des Alliés ; mais elles ont aussi aidé directement tous les Alliés chez eux. Nous voudrions dire en ces colonnes, non point tout, ce serait impossible, mais un peu de ce qu'elles ont fait, en nous excusant de le dire trop brièvement. Si les féministes, en général, le savent, la grande masse des Françaises et aussi des Français en est insuffisamment informée. Et nos lecteurs, depuis quatre ans, tenus au courant de l'activité britannique, seront, croyons-nous, bien aise d'avoir aujourd'hui, sous les yeux, le résumé de la vaste et patiente tâche de nos amies.

Tâche déjà victorieuse !

Car, la Grande-Bretagne a donné au monde un grand exemple. Ce peuple a montré en ces années terribles avec quelle force l'amour de la Justice est en lui. Pour remplir un devoir de justice qu'il avait jusque-là mal distingué et qui, tout à coup, lui apparaissait lumineux, il a, en pleine guerre, transformé sa constitution. Ainsi il affrontait en des moments plus que jamais inquiétants, cet épouvantail de tous les régimes au pouvoir : l'extension du droit politique à des éléments nouveaux. Il a fait citoyens des millions d'individus qu'il tenait obstinément à l'écart de la chose publique, parce qu'il n'avait point assez compris encore que les services de toutes les catégories d'individus sont, à un égal degré, nécessaires à la nation. La guerre lui a montré d'une façon éclatante que, sans l'effort des marins, des soldats et des femmes, il n'y eut plus eu de Grande-Bretagne. Et tout de suite, à ceux qu'il voyait, au jour du danger, indispensables pour sauver le pays, le gouvernement britannique a voulu donner le juste droit d'aider à le conduire ; il a octroyé la franchise politique aux femmes, aux soldats et aux marins.

A la vérité, il y a mis, à l'égard des femmes, quelque parcimonie. S'il les eut accueillies en égales des hommes, il se fut trouvé, de ce fait, sur les bras, quatorze millions d'électeurs nouveaux lesquels, circonstance aggravante, étaient des électrices. Le temps a beau être à l'héroïsme, on n'en saurait demander trop d'un gouvernement. Et comme le temps est aussi aux restrictions, le Parlement britannique a rogné son cadeau, reculant l'âge électoral, édictant des conditions spéciales de domicile jusqu'à ce qu'il ne lui reste plus que six millions de votantes, tout ce qu'il se sentait capable de supporter d'un seul coup. N'importe le principe est consacré et les nouvelles citoyennes sauront bien, comme partout où des femmes ont été admises au vote, donner à leurs dirigeants la pensée qu'appeler huit millions d'électrices de plus, ce sera doubler, non point un danger, mais un bienfait pour le pays.

Ce qu'il faut aujourd'hui que le grand public sache, car il s'y trompe encore, c'est que si les Anglaises ont enfin gagné ce *Vote for women* réclamé sagement et assidument par une élite d'entre elles, depuis l'an 1860, où avec l'aide de Stuart Mill, le mouvement suffragiste s'organisa outre-Manche, ce n'est pas à cause des vitres brisées, des jardins ravagées et des bombes qui marquèrent, depuis 1906, les réclamations de nouvelles éclaireuses impatientes. Plus les « Suffragettes » criaient, cassaient, tonnaient, plus le gouvernement représenté par M. Asquith s'entêtait à ne pas les entendre. « Vous êtes des niaises ! » leur dit-il en face un jour où elles le poursuivaient à sa porte. Dès lors, il connaissait bien qu'à côté des bataillons révoltés de Mrs Pankhurst, subsistait le gros de l'armée « suffragiste », les troupes de Mrs Garrett-Fawcett dont le ministre estimait l'esprit et les méthodes. Peut-être bien les estimait-il surtout depuis que les autres les lui avaient fait apprécier ! Mais par fureur contre ses persécutrices, jamais au grand jamais, il l'avait juré, femme n'eut, lui Premier, décroché le bulletin béni. Et ce fut lui-même pourtant qui, sans respect humain, se parjura, et hautement proposa au Parlement le *Vote for women*.

C'est que, dès la première heure de la guerre, il n'y eut plus de Suffragettes et celles qui avaient arboré ce titre ne voulurent plus être que patriotes. Le journal de Mrs Pankhurst qui le portait s'appela *Britania*. Personne n'abdiqua ses principes et toutes les revendications du droit des femmes restèrent debout. Mais on ne s'empressa plus qu'au service de la guerre. Et il arriva que, des rangs suffragistes d'avance organisés, disciplinés et laborieux, sortit le premier et le plus efficace concours pour le gouvernement dans les besoins de guerre. Très promptement, en haut lieu, on accueillit les collaborations féminines dans les services officiels. Et la suite prouve qu'on les y sut apprécier.

Je ne veux point taire que dans une partie du camp suffragistes, parmi les anciennes suffragettes surtout, des illusions persistèrent quant à la fraternité universelle que le féminisme avait, avant la guerre, réalisée entre une élite internationale de femmes. Avec le parti socialiste auquel elles appartenaient, quelques-unes ne comprirent point que l'internationalisme de classe ou de sexe est une chimère lorsque se rompt l'entente des peuples, et qu'on n'est point l'ami de l'ennemi des siens sans nuire à ceux-ci. Il y eut des scissions jusque dans la famille de Mrs Pankhurst qui, avec sa fille Christabel a servi passionnément la cause des Alliés, tandis qu'une autre de ses filles Sylvia s'est signalée parmi les défaitistes, en compagnie de Mrs Pethick Laurence. Mais ces cas n'ont point entamé l'unité des grandes associations féminines, interalliées aujourd'hui aussi nettement qu'elles furent, avec bonne foi et générosité, internationales, avant la guerre.

Et surtout les défaillances n'ont point eu d'écho dans la foule féminine, entraînée à la suite des premières apôtres de la défense nationale. L'œuvre des femmes britanniques est, à ce jour, magnifique, on le verra par ce qui suit. Elle le sera de plus en plus pendant et après la guerre, on le pressentira en lisant le programme des nouvelles citoyennes.

Et nous voudrions que non seulement nos amies des associations féministes, mais toutes les femmes de Grande-Bretagne trouvent ici la certitude qui est la nôtre, d'une union à venir, solide, active et douce entre nos deux peuples. Que leurs fils soient morts à côté des nôtres sur notre terre, champ de bataille du monde, pour le salut de notre pays et du leur, qu'elles soient venues chez nous soigner nos blessés mêlés aux leurs, qu'elles aient pleuré nos douleurs, et vibré de nos tragiques joies, cela met entre des femmes de nations différentes un lien qui fait que jamais plus elles ne seront les unes pour les autres vraiment des étrangères.

Anglaises et Françaises, les premières ensemble à la peine derrière nos soldats et ceux de la Belgique ont fondé avec eux cette Amitié des Alliés à laquelle d'autres nations, puis l'Amérique sont venues se joindre et qui, forte contre les armes ennemies, restera forte, sans faiblesse à l'heure des récompenses et des punitions.

Jane Misme.

Le Service de Secours

En Grande-Bretagne, comme dans les autres pays, ce sont les femmes d'abord et surtout qui ont assumé la tâche réparatrice des maux causés par la guerre : secours aux blessés, aux réfugiés, aux orphelins, aux pauvres sans travail, etc.

Le service de santé féminin ne pouvait manquer d'être organisé dans la patrie de Flora Nightingale, fondatrice du corps des infirmières laïques pendant la guerre de Crimée. Mais, au commencement de la guerre actuelle, les autorités militaires britanniques ne voulaient admettre les femmes dans les hôpitaux que comme infirmières. Les admirables résultats obtenus par les doctoresses britanniques en France et en Belgique ont obligé à reconnaître que l'on perdait, par cette exclusion, des forces précieuses pour le bien ; qu'il était déraisonnable de reléguer dans des emplois banals de pose de bandages ou analogues des femmes capables de guérir les malades, d'opérer les blessés et de diriger entièrement un hôpital. Aussi, maintenant les doctoresses sont admises dans le service médical militaire de Grande-Bretagne. Les docteurs Garrett Anderson et Flora Murray ont été nommées à Wimereux et, plus tard, à Londres, dans Endell Street, à la tête d'un hôpital militaire, au personnel entièrement féminin comme ceux d'ici dont nous parlons plus loin.

Soins aux blessés de Grande-Bretagne

La Croix-Rouge comporte 3 zones :

1° Le front, dont les établissements médicaux sont généralement militaires exclusivement, avec un personnel formé de combattants, et des chirurgiens et médecins, membres du « Royal Army Medical Corps ». Nous verrons tout à l'heure que des femmes ont réussi à installer elles-mêmes des hôpitaux dans cette zone périlleuse.

2° La zone d'évacuation : là se trouvent un grand nombre d'infirmières dans les *clearing hospitals*, qui soignent les blessés seulement jusqu'à ce qu'ils puissent être transportés plus loin, et dans les trains d'ambulance. Cette zone est encore assez dangereuse par sa proximité du front, et par l'état des malades qu'on y amène.

3° La zone de distribution. Les établissements de cette zone sont les hôpitaux stationnaires de l'arrière, ou des navires-hôpitaux, ou encore des dépôts de convalescents. Ces diverses formations occupent des milliers de femmes.

Comme l'Allemagne seule avait eu le temps de se préparer à la guerre, le personnel de la Croix-Rouge britannique se trouvait en août 1914 très insuffisant. Le corps d'infirmières de la reine Alexandra (Queen Alexandra Imperial military nursing service) forma le premier noyau autour duquel se grou[illegible]t rapidement les recrues, soit détac[illegible] des hôpitaux civils, soit, en plus gran[illegible]ombre, volontaires.

Aujourd'hui, le fonctionnement, le nombre et la qualité du service hospitalier ne laissent à peu près rien à désirer.

Hôpitaux britanniques en France

Mais ce qui a distingué entre toutes l'action des femmes britanniques, c'est la création d'hôpitaux à l'étranger. « La Française » a signalé et décrit en détail la plupart de ces admirables fondations qui ont convaincu les derniers récalcitrants de l'utilité du travail féminin. Une délégation des nôtres avait visité ici à Paris l'hôpital aménagé par une société de suffragettes à l'Hôtel Claridge (1). Déjà les hommes s'étonnaient de se voir non seulement bien soigner, bander et veiller, mais encore opérer par des femmes, et les officiers ne tardaient pas à apprécier la valeur de ces services et à envoyer des blessés en plus grand nombre. L'hôpital Claridge ne fit qu'une brève apparition à Paris ; le chauffage n'ayant pu être installé, le docteur Flora Murray partit avec son état-major et son personnel s'établir ailleurs.

Plus durable fut l'émerveillement à l'abbaye de Royaumont (2). C'est au mois de décembre 1914 que les propriétaires de cette demeure historique en offrirent une grande partie à l'armée pour être convertie en hôpital ; la société écossaise de la Croix-Rouge y envoya une élite de doctoresses et infirmières et cette installation, toujours améliorée alors qu'il semblait impossible d'obtenir plus de confort, de bien-être pour les blessés, de rapidité et de bonne exécution dans tous les services, a duré jusqu'en mai 1918. L'avance allemande a forcé les dames de Royaumont à plusieurs évacuations successives, et nul doute que l'abandon de la chère abbaye où elles travaillaient avec tant de zèle et de joie depuis quatre ans fut cruelle à nos dévouées suffragistes ; mais la ténacité britannique — et les Ecossais et Ecossaises sont deux fois britanniques quand il s'agit de ténacité — ne s'attarde pas aux regrets et l'hôpital s'est reformé en arrière des lignes nouvelles.

L'histoire de Royaumont pendant la guerre sera sûrement faite un jour. Entre toutes les œuvres peut-être qui laissera le plus de doux souvenirs en France. Que de milliers de soldats et de visiteurs garderont en un coin de leur cœur l'image de ce lieu d'activité calme et douce, où tant de bonté et de grâce s'unissent à tant de science.

Miss Ivens, médecin-chef, a obtenu la médaille d'honneur en or des épidémies, toutes les autres doctoresses et les infirmière de Royaumont ont également reçu des récompenses.

L'hôpital de Royaumont, ceux de Chanteloup et de Troyes — premier hôpital sous les tentes, organisé en France — étaient fondés par l'*Union Nationale des Sociétés du Suffrage féminin*. Cette même société suffragiste avait fondé en Serbie et en Roumanie des hôpitaux dont les infirmières et docteurs partagèrent avec les soldats les dangers et les souffrances de la retraite.

En Serbie, en Macédoine, en Roumanie

Là se détache en relief une grande figure d'héroïne : Mrs Harley, sœur du maréchal French et médecin-chef d'abord à Royaumont, puis à Troyes, était partie pour Salonique en octobre 1915, et fut envoyé à Ghevgheli en Serbie, où elle réussit malgré de grandes difficultés et une température inclémente, à transformer une grande usine en un hôpital. Mais cet hôpital commençait depuis peu à fonctionner quand vint l'ordre de l'évacuer à cause de l'avance des Bulgares. Mrs Harley revint à Salonique, tandis que le Dr Louise Mc Ilroy restait à Guevgheli pour surveiller le départ des malades et des approvisionnements.

A peine avait-elle quitté la ville que l'hôpital atteint par un obus, prenait feu.

A Salonique, Mrs Harley reçut la croix de guerre avec palmes des mains du Général Sarrail pour ses services éminents aux blessés français. En avril 1916, elle traversa les Balkans à la tête d'une colonne pour apporter son aide à *la Société américaine des Hôpitaux de Femmes Ecossaises*, du camp d'Ostrovo. Cette installation très mobile pouvait se rendre plus près du front qu'aucune autre et gagna une grande réputation à cause de l'habileté de ses membres à escalader les montagnes d'aspect inaccessibles et à sauver des blessés dans des conditions périlleuses. Plus tard, Mrs Harley fonda une ambulance automobile pour les réfugiés civils de Monastir qui rendit de grands services aux Serbes et aux Français. Enfin, elle s'occupait encore de cantines pour les enfants serbes. C'est dans cette dernière fonction qu'elle fut atteinte par un shrapnell et tuée presque sur le coup.

En Roumanie, deux hôpitaux des femmes écossaises avaient été établis rapidement, l'un à Medjidia sous la direction de Mmes les docteurs Inglis, Corbett et Potter ; l'autre à Bulbulmie, avec le docteur Chesney, Miss Rendel et Miss Henderson. Ils ne vécurent pas longtemps. A Bulbulmie, le personnel était arrivé le 30 septembre 1916, l'ordre d'évacuer fut donné le 19 octobre ; les docteurs et nurses partirent avec les soldats, l'ennemi sur leurs talons. Le temps était affreux, les routes en piteux état, les convois s'enlisaient dans la boue. Les courageuses femmes avançaient péniblement, poursuivies par les obus bulgares, et craignant à chaque halte d'être faites prisonnières. Ils durent passer plusieurs nuits sans sommeil et sans se déshabiller.

Dans l'autre hôpital, à Medjidia, le docteur Inglis avait encore un nombre considérable de blessés serbes quand l'ordre d'évacuation lui parvint. Quelque deux mille passèrent encore par ses mains avant qu'elle obéit ; elle les faisait conduire au train aussitôt après les avoir soignés. Elle-même partit par le dernier train qui franchit le pont de Tchernovado ; il fut détruit derrière elle.

Miss Corbett, une autre des doctoresses de Medjidia, était parvenue à s'échapper dans un train sanitaire où elle sut utiliser sa présence. Ce train passait lentement à travers les villages en feu et au bruit continuel des bombes et du canon qui tonnaient à Cernavoda.

On n'en finirait pas si l'on voulait rappeler tous les traits d'héroïsme féminin dans ces mémorables campagnes de Serbie et de Roumanie. Tantôt, c'est Miss Plimsoll qui reste sous le bombardement auprès d'un officier russe atteint de choléra, tantôt, c'est Miss Jensen qui, en pleine retraite roumaine, accomplit, sous une pluie d'obus, sa mission, consistant à chercher du pétrole, entre les Russes qui reculaient et les Bulgares qui avançaient. Cet exploit permit qu'on transportât toutes les ambulances, car sans pétrole, il eût inévitablement fallu en abandonner. Tantôt encore, ce sont les « chauffeuses » conduisant leurs autos chargées de blessés sur une berge étroite, sans rebord, et réussissant à les amener au but sans secousse et sans accident.

Tous les hôpitaux roumains sont maintenant réinstallés à Jassy.

En Russie

Nous avons raconté dans la Française (3) la fondation des refuges Millicent Fawcett pour les mères et les enfants en Russie, à Moscou, à Kazan, en Galicie. Tous ces établissements charitables sont dûs aux suffragistes. Les événements douloureux de Russie ont interrompu les travaux organisés avec tant de peine.

CONCLUSION

Nous pouvons dire de l'action des femmes britanniques dans l'œuvre de secours ce qu'un Serbe écrivait de l'aide des Ecossaises en son pays : « qu'elle montre au plus haut degré la grandeur et l'importance du rôle héroïquement tenu par la femme moderne dans le conflit tragique des nations, des races et des principes.

Alice Berthet.

(1) Voir « La Française » du 9 janvier 1915.
(2) « Le Livre d'Or des Œuvres de Guerre » par Maurice Chulliat, fascicule 1, article de Mlle Lucie Bérillon.
(3) Voir « La Française » du 13 janvier 1917.

Le Service militaire

Le vaste champ d'action offert aux femmes par l'œuvre de secours n'a pas suffi à employer toutes les activités impatientes de se dépenser pour le pays et pour la cause des Alliés. Les femmes ont encore voulu être soldats, marins, aviateurs, et elles sont devenues tout cela.

Armée de terre : les Wacs

« La Française » du 6 mars 1915 signalait déjà la formation d'un corps de réservistes volontaires créé par la Vicomtesse Castlereagh et l'honorable Mrs Haverfield. Cette dernière avait quelque expérience, ayant déjà suivi les armées au Transvaal où elle avait installé une ambulance pour les chevaux.

La Women's Volunteer Reserve comprenait à cette époque huit mille femmes. Depuis, c'est un véritable corps d'armée qui s'est constitué, le Women's Army Auxiliary Corps, dont les membres se désignent communément W. A. A. C., ou Wacs. Dans les cités du Nord de l'Angleterre où se trouvent les bases de l'armée britannique, les Wacs sont campées dans des baraquements où elles couchent par 8 ou 10 surveillées par une forewoman. Elles ont naturellement de vastes salles de bain et des « huts » pour le repos, avec bibliothèque, sièges, journaux, revues, chauffage en hiver, bref tout le confort britannique et.. féminin. Les Wacs sont employées dans les ateliers de réparation et de camouflage, dans les bureaux d'Etat-Major, les postes et télégraphes, elles conduisent les autos militaires, servent les officiers au mess, aident aux cuisines et aux nettoyages, enfin, jolie façon féminine d'être militaire, elles soignent et fleurissent les tombes des soldats morts.

Les « officières » sont responsables de la conduite de leurs troupes.

Les rapports avec les Tommies sont partout excellents et de l'aveu d'un général anglais, la moralité des hommes est rehaussée par la présence des femmes du Corps auxiliaire. Un bureau de recrutement des volontaires fonctionne à Londres, à Trafalgar-Square, à la même place où se faisait naguère le recrutement des hommes, avant la conscription.

Armée navale

Mrs Catherine Furse a organisé le service naval des femmes. Des équipes de femmes relèvent les équipes de marins sur les côtes. Comme dans l'armée terrestre, elles sont mécaniciennes, chauffeurs, cuisinières, télégraphistes, etc.

Aviation : les Pinguouins

Depuis le commencement de la guerre ou presque, les femmes ont été occupées dans les camps d'aviation et les fabriques d'aéroplanes. Mais cette année s'est formé un grand corps d'armée appelée The Women's Royal Air Force, W. R. A. F., ou les Pingouins.

Comme la plupart des femmes de Grande-Bretagne étaient déjà employées dans tous les métiers, dans les bureaux et les hôpitaux, ou dans l'armée terrestre, ce sont surtout les jeunes filles, celles qui étaient encore des écolières en 1914, qui sont accourues en foule dès qu'on fit appel à de nouveaux engagements de volontaires pour l'aviation. On les divise en Pingouins mobiles et Pingouins immobiles. Les mobiles peuvent s'enrôler pour le service en Angleterre ou pour le service de l'autre côté des mers. Les immobiles ne sont employées que dans leur localité.

Les occupations sont classées par sections qui se subdivisent en différentes catégories. Il y en a pour les travaux d'administration et de bureau, ceux de peinture, de photographie, de couture, de cordonnerie, il y a les automobilistes, les cyclistes, les téléphonistes, etc., etc. Mais les emplois qui paraissent le plus particulièrement « pingouinistes » sont ceux de dessinatrice et coloriste, et ceux de la section technique (travail du caoutchouc, de l'acétylène, photographie, électricité réparation, ajustage des machines, métallurgie, tourneuses, sansilistes, charpentières etc.).

Comme les autres femmes militaires, les pingouins portent un uniforme fourni gratuitement. On paie les volontaires à peu près autant qu'elles le seraient dans le service privé. Elles peuvent s'enrôler pour un an, ou pour la durée de la guerre. Elles ont un congé payé de 15 jours par an. Les femmes qui n'ont aucune connaissance technique subissent un dressage de quatre semaines pendant lesquelles elles sont logées et nourries gratuitement, et reçoivent une indemnité de 11 shillings par semaine. Les pingouins en service local peuvent rentrer chez elles le soir si elles le désirent, les autres sont logées dans des hôtels confortables.

On accepte les jeunes filles à partir de l'âge de 18 ans pour le service en Angleterre. Pour le Continent, on exige un minimum d'âge de 20 ans. Les « officières » supérieures, les administratrices d'hôtel, les surintendantes techniques sont choisies avec le plus grand soin, elles sont responsables de la discipline et du bien-être des femmes sous leurs ordres. Ces fonctions ne sont confiées qu'à des femmes âgées d'au moins 25 ans. Les directrices d'hôtel reçoivent un salaire annuel de 175 livres sterling (4.400 fr. environ). Les officières en service peuvent voyager en première classe aux frais de l'Etat.

On ne demandait que 12.000 recrues mais les bureaux de recrutement ont été assaillis de demandes et on trouvera moyen probablement d'utiliser toutes les volontaires inscrites.

Nouveaux recrutements

Depuis l'offensive de juin, on sait que le Gouvernement britannique a fait de nouveaux appels d'hommes pour l'armée. On en a repris à l'agriculture, aux mines, aux usines et à toutes les industries vitales qu'on s'était efforcé de maintenir et de développer pendant la guerre. Les femmes, sentant qu'il faut que tous ces travaux de l'arrière continuent, se tiennent prêtes à offrir de nouveau leurs services pour remplacer les hommes partis. Celles qui ont déjà quelque expérience peuvent se mettre immédiatement à la besogne, pour les autres il faudra instituer un apprentissage. Beaucoup de bonnes volontés restent encore inutilisées faute de classement. Mrs Chalmers Watson, premier chef de contrôle des W. A. A. C. donne dans le « Common Cause » les raisons pour lesquelles la conscription obligatoire des femmes n'est pas encore possible, mais elle propose d'établir une classification des volontaires suivant leurs aptitudes et leur situation civile, d'organiser le service militaire féminin en donnant de l'extension au corps d'armée officiel, et en créant de nouveaux services nationaux dans l'agriculture, la police et la médecine. Ces dernières fonctions, un peu ingrates en ce sens qu'elles n'attirent pas autant l'attention publique que le « pingouinisme », mais tout aussi indispensables et méritoires, occupent déjà de vaillantes femmes dans les hôpitaux civils, les asiles d'enfants, etc. La reconnaissance officielle de ces emplois, leur incorporation dans les services nationaux contrôlés par l'Etat, attireraient plus de recrues, on pourrait ainsi ne laisser inemployée aucune des forces qui peuvent contribuer à la Victoire et au salut de la Nation.

A. B.

Le Service économique

Comme dans tous les pays belligérants, les femmes ont en Grande-Bretagne sauvé la vie économique pendant cette guerre. « Les femmes au dehors ! » tel fut l'appel désespéré des peuples qui, tous, depuis les siècles des siècles ordonnaient : « La femme à la maison ! »

Par bonheur pour les moins forts, un nombre considérable de femmes avaient déjà pris l'habitude de sortir pour besogner à d'autres tâches que le pot-au-feu ; les routes par lesquelles en vinrent de nouveaux millions étaient ouvertes ; l'adaptation en masse des esprits et des corps féminins aux œuvres professionnelles les plus imprévues, c'est là un de ces « miracles » de l'heure, miraculeux seulement pour qui n'en sait pas distinguer le secret. Cent trente ans de féminisme actif sont derrière celui-ci. C'est parce que, depuis cent trente ans, chaque jour, des apôtres ont revendiqué le droit de la femme au travail, que les peuples ont osé concevoir l'emploi des femmes à tous les travaux et les ont trouvées aptes à répondre.

On voit sans peine combien le concours féminin à la production économique s'est trouvé surtout favorable aux nations les moins préparées à la guerre et qui ont eu tant à improviser ! Entre toutes, la Grande-Bretagne a ressenti en ce sens le plus grand besoin, elle qui a dû, dès les heures brûlantes du début, s'arracher d'urgence une grande armée des entrailles. L'appel aux femmes y fut plus prompt et plus pressant que nulle part. On les voit dès les premiers mois de 1915 à l'armée, à l'usine, au gouvernement, partout où en France on hésitera beaucoup plus longtemps à les admettre et où même on ne les admet pas encore. Les articles précédents montrent leur rôle dans l'armée et les hôpitaux ; les documents qui vont suivre établissent leur part dans les professions industrielles, commerciales ou administratives.

Il y aurait d'autres articles à écrire sur leur collaboration au gouvernement, dans ce service du *Welfare* (Bien-Etre), institué au Ministère de la Guerre. Aucun pays plus que la Grande-Bretagne ne s'est préoccupé de remédier aux inconvénients qu'une mobilisation précipitée de main-d'œuvre nouvelle devait avoir pour les travailleurs et leurs familles. Ce sont les femmes collaboratrices du gouvernement dans ce bureau qui ont lancé et aussitôt vulgarisé cette institution des *superintendantes* d'une efficacité pratique et d'une portée morale considérables, que les féministes françaises ont ensuite introduites chez nous ; elle y réussit aussi, sûrement bien que plus lentement, ses initiatrices n'ayant point pour la répandre l'autorité officielle des Britanniques ; il faudrait tout un chapitre pour énumérer ce que les conditions d'existence de l'ouvrière ont gagné déjà par les soins des apôtres du *Welfare*, et ce chapitre *La Française* le publiera certainement un jour.

Il nous faudrait dire encore l'action toute nouvelle de certaines femmes dans les sphères gouvernementales. L'Angleterre a produit la première européenne qui soit devenue chef de cabinet d'un ministre et l'on a cité une Anglaise collaboratrice officielle du service des transactions diplomatiques relatives aux prisonniers.

Nous devons nous borner aujourd'hui, et croyons devoir mettre au premier rang des renseignements sur le travail de guerre féminin, un aperçu précis de l'immense élan qui a emporté la moyenne des femmes.

Lorsqu'on suit de près dans les documents officiels rendus publics, la progression de ce mouvement depuis le début de la guerre, on fait certaines remarques qui s'ajoutent à celles des tableaux administratifs. En Grande-Bretagne, comme en France, et comme partout sans doute, le zèle patriotique des femmes qui s'offrirent au travail fut sans limite ; mais elles n'en eurent pas toujours la récompense parce que, trop généralement, leur bonne volonté dépassa leur capacité. Du jour où le Président du *Board of Trade*, en Mars 1915, fit ouvrir dans toutes les Bourses du Travail un registre de guerre et invita les femmes sans profession à s'y inscrire, les demandes dépassèrent de beaucoup le chiffre des engagements et l'on entendit, là-bas comme chez nous, des femmes se plaindre qu'on ne les utilisât point, après les avoir appelées. Dès cette première année 1915, sur 124.405 inscrites à ce registre, 60.651 durent être rayées, la plupart parce qu'elles furent considérées comme inemployables. Huit mille deux cent cinquante-cinq seulement furent placées, dont 1.268 dans les munitions, 880 dans l'agriculture, 978 dans les transports et 1.234 dans le commerce. En fin d'année, 55.499 restaient inscrites attendant leur tour.

Cependant, cette même année 1915, le mouvement du travail féminin s'était, dans son ensemble, fortement accru. Les statistiques de placement relevaient un nombre total de 1.232.891, soit environ 525.000 de plus que l'année précédente et le total des placements s'élevait de 152.166, tandis que la progression des périodes précédentes était d'environ trente mille d'une année à l'autre.

Cet accroissement allait s'accentuer plus rapidement encore à partir du second semestre 1916, en même temps que la militarisation des hommes. Les placements des femmes augmentaient, en 1916, de 310.530, Mais toujours un fait subsiste : la dispro-

portion des demandes d'emplois par rapport aux placements. Tandis que, par exemple, dans les derniers mois de 1917, sur 100 hommes, 67 sont placés, sur 100 femmes, de 51 à 45 seulement trouvent un engagement ; cependant, de plus en plus et il faut le remarquer aussi, les emplois offerts trouvent des occupantes appropriées, et dans les mêmes mois, il fut pourvu aux offres des employeurs dans la proportion de 100 à 94 pour cent.

Un autre phénomène à noter est la décroissance de la proportion des professions domestiques dans l'ensemble du travail féminin. Cette proportion était, en 1913, de 53.2 0/0 et en 1914, de 54.3. Nous voyons que dans l'augmentation des placements féminins de 1915, la proportion des domestiques n'est plus que de 37 0/0, et que, à la fin de 1916, sur plus de 300.000 nouvelles travailleuses placées, il ne se trouve que 20 0/0 de domestiques.

Enfin, relevons avec l'accroissement du nombre des travailleuses, celui du nombre des syndiquées. En 1904, la Grande-Bretagne comptait 129.000 environ syndiquées, en 1912 environ 318.600 et en 1913 environ 56.700, chiffre qui baissait en 1914 à 352.000 pour monter à fin 1915 à 409.900. L'industrie des textiles qui fournissait anciennement plus des deux tiers des syndiqués n'en donne guère davantage, il faut donc que les nouvelles venues se recrutent parmi les autres professions. Le mouvement syndical a ainsi subi une extension qui a dû s'accroître encore depuis que ces derniers chiffres ont été publiés.

Un mot seulement sur la question du relèvement des salaires qui vaudrait une longue étude : l'inégalité ancienne entre les salaires masculins et féminins, corrigée en certains endroits, est pourtant restée la règle.

Arrêtons ici ces observations. Nos lecteurs auront, croyons-nous, intérêt et profit à lire directement les renseignements publiés par le *Board of Trade*. Ils en trouveront ci-dessous deux séries dont une de Juillet 1916 et l'autre d'Avril 1917.

Emploi de la main-d'œuvre féminine pendant la guerre

JUILLET 1916

L'emploi de la main-d'œuvre féminine, qui constitue l'une des caractéristiques du marché du travail pendant la guerre, a pris depuis quelques mois une extension de plus en plus grande. On estime que d'avril à juillet 1916, le nombre des ouvrières a augmenté de 280.000.

L'augmentation est surtout sensible dans les emplois industriels, où elle atteint, par rapport à juillet 1914, 362.000 ; dans le commerce (198.000), l'agriculture (66.000), les arsenaux et chantiers maritimes (69.000). Le tableau ci-après fait connaître, d'après les renseignements fournis par les employeurs, le nombre des femmes employées en juillet 1914, l'augmentation constatée en avril et en juillet 1916, et le nombre des ouvrières appelées à remplacer directement les ouvriers.

PROFESSIONS	Nombre de femmes employées en juillet 1916	Augmentation du nombre des femmes depuis juillet 1914		Nombre de femmes signalées par les patrons comme remplaçant directement des hommes	
		Avril 1916	Juillet 1916	Avril 1916	Juillet 1916
1. Professions industrielles....	2.117.000	275.000	362.000	213.000	263.000
2. — commerciales...	454.000	166.000	198.000	152.000	201.000
3. Emplois dans les bureaux ..	9.500	23.000	30.008	21.000	26.000
4. Banque et Finance.....	67.000	13.000	15.000	12.000	15.000
5. Hôtels, spectacles, etc.....	175.000	12.000	19.000	27.000	31.000
6. Agriculture (Grande Bretagne)	130.000	14.000	66.000	37.000	66.000
7. Transports (autres que les entreprises municipales).....	15.000	23.000	31.000	24.000	31.000
8. Service civil.....	66 000	30.000	48.000	30.000	38.000
9. Arsenaux, chantiers maritimes.....	2.000	25.000	69.000	13.000	69.000
10. Gouvernement local (y compris les membres de l'enseignement et ouvriers des transports municipaux).....	181.000	21.000	28.000	18.000	26.000
Total.....	3.219.000	583.000	886.000	547.000	766.000

Depuis la guerre, le nombre des femmes et jeunes filles ayant embrassé l'une des professions énumérées au tableau, a augmenté de 866.000, soit de 27 0/0 par rapport à juillet 1914.

Ces chiffres ne comprennent ni les domestiques, ni le personnel des petits ateliers de confection, des hôpitaux de l'armée ou de la marine et de la Croix-Rouge.

Le nombre des domestiques femmes et des ouvrières en confection, par suite d'un déplacement de main-d'œuvre, a diminué de 150.000 environ ; par contre, le nombre des femmes employées à soigner les soldats et les marins blessés, a augmenté de 27.000. Il en résulte que 738.000 femmes de plus qu'en juillet 1914 travaillent en dehors de leur intérieur.

Rares sont les industries dans lesquelles le nombre des femmes n'a pas augmenté. La diminution n'atteint — en dehors des services domestiques et des petits ateliers de confection — que le blanchissage, la confiserie, l'imprimerie, la reliure, le travail du lin, de la dentelle et de la soie.

Cette diminution résulte souvent de ce que les ouvrières sont parties pour exécuter des travaux réservés aux hommes et qu'elles n'ont pas été remplacées.

Les ouvrières se sont substituées aux ouvriers, quoiqu'en nombre relativement faible, même dans le bâtiment, les mines et les carrières. Elles les remplacent, dans des proportions considérables, dans la plupart des branches de la métallurgie — excepté toutefois dans les gros travaux.

Dans les groupes 1 et 9, l'augmentation est due, en grande partie, à l'entrée des femmes dans les usines de munitions, où, dans beaucoup de cas, sans remplacer à proprement parler les hommes, elles exécutent des travaux qui, avant la guerre, étaient considérés comme des travaux masculins.

Dans l'industrie cotonnière, 25.000 femmes ont pris la place des hommes ; dans les autres branches textiles — excepté la bonneterie — la progression est moins marquée.

Dans la minoterie, le nombre des femmes et des filles a passé, depuis juillet 1914, de 2.000 à 6.000 ; — dans la raffinerie du sucre, de 1.000 à 2.000 ; — dans la brasserie, de 8.000 à 18.000.

Des femmes exécutent des travaux masculins, dans une mesure appréciable, dans la tannerie et le travail du cuir, la scierie mécanique, le travail du bois la céramique, la verrerie, la poterie et le caoutchouc. Pour la première fois, elles sont employées dans les maisons de banque et de finance.

Dans l'agriculture, la substitution s'est effectuée lentement pendant les 18 premiers mois, mais elle s'accentue actuellement, non seulement pour les ouvrières régulières, mais encore pour les personnes employées à la cueillette des fruits, à la moisson et à d'autres travaux occasionnels.

Avant la guerre, les Compagnies de chemins de fer n'employaient pas plus de 11.000 femmes (bureaux, nettoyage, surveillance) ; elles en occupent actuellement environ 33.000. La nature et l'importance de la substitution varient selon les Compagnies. C'est ainsi que l'une en occupe 1.526 au lieu de 70 dans ses bureaux, 18 à recueillir les billets, 186 à nettoyer les voitures, 550 à nettoyer les machines et 454 comme porteuses. Une autre se borne à en occuper 480 à nettoyer les voitures, 470 à nettoyer les machines, et 226 dans ses ateliers ; une autre n'emploie que 142 femmes pour recueillir les billets.

Partout les femmes sont employées en grand nombre dans les tramways, comme nettoyeuses, receveuses et parfois comme conductrices. — Glasgow a ouvert la voie en appelant des femmes à ce dernier poste, plusieurs autres villes d'Ecosse et une ou deux villes d'Angleterre et du Pays de Galles ont imité cet exemple. Les femmes sont entrées également dans les stations de force, les usines à gaz, dans les services de la voierie et des parcs. Beaucoup d'autres sont dans les bureaux ou professent.

L'augmentation constatée au groupe 8 (service civil) tient surtout au nombre des femmes employées dans les bureaux et dans les postes.

Le *Board of trade* a créé un service de renseignements pour recueillir et fournir toutes informations sur la substitution du travail féminin au travail masculin dans le royaume. Avec le Ministère de l'Intérieur, il a publié une série de tracts énumérant les divers travaux masculins considérés par les inspecteur du travail comme convenant aux femmes et indiquant les dérogations spéciales destinées à faciliter l'emploi des femmes à ces travaux.

AVRIL 1917

Le tableau ci-après — qui complète des informations publiées précédemment dans le *Bulletin* — permet de comparer l'augmentation survenue, de juillet 1914 à avril 1917, dans le nombre des femmes employées hors de leur domicile et établit dans quelles proportions ces dernières ont été appelées à remplacer des ouvriers.

	Femmes employées en Juillet 1914	Augmentation en Avril 1917 par rapport à Juillet 1914		Femmes remplaçant des hommes	
		Total	p. 100	Total	p. 100 par rapport à 1914
Industries	2.184.000 +	453.000 +	20.7	438.000	20.1
Etablissements de l'Etat	2.000 +	498.000 +	9.404.9	187.000	8.926.0
Agriculture (Grande Bretagne) personnel permanent	80.000 +			32.000	40.3
Transports	19.000 +	62.000 +	325.4	64.000	338.7
Finances et Banques	9.500 +	50.000 +	526.2	48.000	505.5
Commerce	496.000 +	307.000 +	61.9	308.000	62.0
Professions	67.500 +	21.000 +	31.2	20.000	29.4
Hôtels, cafés, cinémas, théâtres.	176.000 +	13.000 +	7.4	35.000	19.8
Service civil	66.000 +	89.000 +	134.9	83.000	126.5
Gouvernement local	198.000 +	47.000 +	23.9	41.000	20.7
	3.298.000	1.240.000	37.6	1.256.000	38.0

Ainsi, depuis la guerre, environ 1.240.000 nouvelles femmes, soit 36 0/0 du total employé en juillet 1914, ont embrassé les diverses professions énumérées au tableau ci-dessus.

Il y a lieu de considérer, toutefois, que cette évaluation laisse de côté les femmes travaillant à domicile, le personnel occasionnel de l'agriculture, les domestiques, les femmes employées dans les petits ateliers et les boutiques du vêtement et le personnel des hôpitaux, navals ou de la Croix-Rouge. Dans cette dernière catégorie, on constate une augmentation d'environ 36.000 personnes, par contre, le total des femmes travaillant accidentellement dans l'agriculture a baissé de 13.000 par rapport à 1914, par suite de la différence des saisons considérées, il y aurait eu déplacement de 30.000 personnes dans les petits ateliers et chez les domestiques.

Le résultat net accuse, pour les femmes travaillant en dehors de leur domicile, une augmentation de 963.000. Un million deux cent cinquante-six mille femmes remplaceraient directement des hommes. La proportion est considérable dans les établissements de l'Etat, les administrations publiques, les banques, la finance et les transports.

De janvier à avril 1917, le nombre des femmes a augmenté de 182.000, dont 54.000 dans les emplois industriels (métaux 41.000 produits chimiques ; 8.000 et 5.000 dans les autres industries).

Voici quelles ont été, dans les principaux groupes industriels l'augmentation et la diminution en janvier et avril 1917, et la proportion des établissements accusant une diminution dans l'emploi des femmes :

	Nombre de femmes employées en Juillet 1914	Augmentation ou diminution depuis Juillet 1914		Proportion pour 100 des établissements accusant une diminution dans l'emploi des femmes	
		Janvier 1917	Avril 1917	Janvier 1917	Avril 1917
Industrie des métaux	170.000	+ 207.000	+ 308.000	5	4
Produits chimiques	40.000	+ 43.000	+ 51.000	4	5
Textiles	863.000	+ 23.000	+ 52.000	42	38
Vêtement	620.000	— 34.000	— 37.000	23	38
Alimentation	196.000	+ 26.000	+ 18.000	7	5
Livre et papier	147.000	— 6.000	— 7.000	22	17
Bois	44.000	+ 19.000	+ 24.000	7	5
Totaux	2.184.000	+ 399.000	+ 453.000	11	24

La proportion des maisons accusant une réduction a baissé de 2 0/0 depuis octobre.

⁂

On aimerait, sans doute pouvoir comparer les chiffres ci-dessus à des statistiques françaises correspondantes. Mais notre ministère du Travail n'a point, durant ce quatre années, fourni de vues d'ensemble équivalentes à celles-ci par l'accroissement de l'activité féminine pendant la guerre : il n'a donné que des renseignements fort importants et intéressants, certes, mais fragmentaires.

Peu importe, d'ailleurs, à notre dessein aujourd'hui que les travailleuses anglaises soient en plus ou moins grand nombre que les françaises au service de la patrie. L'important est qu'elles y soient d'un cœur égal les unes et les autres, et que la tâche qu'elles accomplissent ainsi, en les intéressant de plus en plus au sort de leurs pays respectifs, les rapproche les unes des autres dans la solidarité qui unit désormais leurs deux nations.

Il faudra les y aider. Si les intellectuelles depuis longtemps préoccupées des questions sociales, ont su d'elles-mêmes se rencontrer, la foule féminine n'a pas les mêmes moyens. On y a déjà pensé. Des délégations ouvrières se sont de part et d'autre rendu visite dans les usines britanniques et françaises, et ont eu le meilleur effet ; l'introduction des surintendantes d'usine en France en fut une des conséquences.

De telles relations activement entretenues aideront à l'amélioration des conditions du travail féminin pour lequel il reste beaucoup à faire, elles seront parmi les garanties de la bonne paix à conclure et, après la guerre, de la paix durable.

J. M.

Comment les Citoyennes de Grande-Bretagne utiliseront leurs droits politiques

Je me souviens d'avoir lu une nouvelle située dans un pays où le droit de vote était accordé aux femmes : celles qui avaient lutté toute leur existence pour réclamer ce droit ne savaient plus à quoi s'employer et s'ennuyaient mortellement. Cette attitude au lendemain de la victoire est sans doute invraisemblable partout, mais elle l'est particulièrement en Grande-Bretagne, où l'on n'a pas pour habitude de négliger les avantages acquis. Dès le premier jour où les femmes ont obtenu leur succès, elles pensaient déjà au moyen de le faire servir.

Conception de l'influence politique

Miss Balfour a prononcé un discours sur la responsabilité de l'électrice. Le succès d'un gouvernement démocratique, dit-elle, dépend de la sorte de personnes que choisissent les électeurs pour représentants. Les membres du Parlement devraient être des hommes bien au-dessus de la moyenne. Les femmes devront s'efforcer de faire élire des hommes meilleurs que dans le passé. Elles le peuvent en refusant leur voix à tout homme qui a une réputation douteuse, à tout financier louche, etc. C'est dans ce sens que les femmes doivent exercer leur influence. Elles feront énormément de bien simplement en soutenant toujours, entre deux candidats, de préférence celui qui est un homme de bien.

Projets de la N. U. W. S. S.

Les nouvelles électrices ont élaboré dans un grand congrès de la **National Union of Women Suffrage Societies**, les 12, 13 et 14 mars, tout leur programme de citoyennes. Ce programme vaut d'être étudié par les femmes qui ne sont pas encore entrées dans la vie nationale, pour s'instruire, et par les hommes qui ne sont pas encore convaincus de l'utilité sociale des femmes, pour s'en convaincre.

Le premier but de l'Union est comme par le passé d'assurer aux femmes le droit de vote dans les mêmes conditions qu'il est ou peut être accordé aux hommes : car cette égalité est incomplète. L'Union revendiquera toutes les réformes économiques, législative et sociales nécessaires pour assurer une véritable égalité individuelle, économique et politique entre les hommes et les femmes et elle aidera les femmes à comprendre les responsabilités attachées au droit de vote.

Associations de Citoyennes

La N. U. W. S. S. promet d'organiser des associations de citoyennes sur une base large, démocratique, sans parti politique, pour aider aux femmes à se servir de leur droit. Le but de ces associations sera :

a) d'entretenir le sentiment civique chez les femmes ;

b) d'encourager les femmes à faire leur éducation des questions politiques, civiques et économiques ;

c) d'assurer une représentation adéquate des intérêts et expériences des femmes dans les affaires de la communauté (élection de femmes dans les conseils municipaux, etc.).

Bureaux féminins d'information

Le Congrès recommande que les sociétés de l'Union établissent des bureaux féminins dans tout le pays. Ces bureaux, les sociétés, agissant en coopération avec les associations féminines existantes, recueillent et distribuent des informations sur des sujets qui intéressant les électrices ; ils surveillent dans toutes les localités les conditions économiques qui affectent les femmes, l'application pratique des lois et l'administration de la justice ; ils aident et conseillent les femmes afin qu'elles s'assurent de la pleine jouissance de leurs droits et des avantages et libertés à elles accordés.

Réforme des Lois existantes

Le Congrès décide d'étudier dans une réunion spéciale la position des femmes dans l'industrie et les réformes à y apporter.

Il condamne la loi qui ne reconnaît que l'autorité paternelle sur un enfant légitime, et demande que les deux parents soient les co-tuteurs égaux de leurs enfants, et possèdent chacun le pouvoir de désigner leur successeur en cas de décès pour être co-tuteur avec l'époux survivant. Le droit de tutelle des deux parents sera ainsi sauvegardé indépendamment de leur position économique respective.

Le Congrès condamne aussi la loi qui ne reconnaît que l'autorité maternelle sur l'enfant illégitime. Il demande aux Sociétés d'étudier immédiatement la question et de chercher un meilleur système plus favorable aux mères non mariées et aux enfants illégitimes.

Depuis l'assemblée de mars, s'est formé un Comité National de la mère non mariée et de son enfant, qui a commencé ses recherches de faits et de chiffres et a publié des statistiques assez impressionnantes sur les rapports des naissances illégitimes avec la mortalité infantile.

Le Congrès demande la simplification des formalités nécessaires pour obliger les maris négligents, cruels ou dissolus à payer une pension à leur femme, et que celle-ci puisse au besoin légalement faire saisie sur ses gages.

On demande aussi que tout projet de pension accordée aux mères n'apporte aucune limitation aux droits de la mère comme tutrice de l'enfant, mais qu'elle ait les mêmes responsabilités et soit soumise aux mêmes lois que les autres parents.

La N. U. W. S. S. s'efforcera de faire introduire dans la loi de l'impôt sur le revenu une clause qui oblige à considérer le revenu de la femme mariée séparément de celui du mari, de façon à éviter les surtaxes qui résultent de la totalisation du revenu conjugal.

En Ecosse il existe une loi qui permet au mari d'empêcher sa femme d'employer à sa guise son propre capital. On demandera l'abolition de cette loi.

La loi qui fait perdre aux femmes leur nationalité britannique quand elles épousent un étranger est relativement récente (elle date de 1870). Le Congrès demande que la femme qui se marie avec un étranger puisse choisir sa nationalité. Comme cette loi ne regarde pas seulement la Grande-Bretagne, le Congrès désire qu'elle soit discutée à la Conférence des Nations après la guerre, afin qu'une loi unique de ce genre soit adoptée dans tous les pays.

Le Congrès est d'avis que la question d'une pension de l'Etat aux mères doit être étudiée d'urgence et il prie les Sociétés de présenter leur rapport sur ce sujet dans les six mois.

Pour les veuves qui ont des enfants à leur charge, ou celles que leur âge ou une autre raison empêche de gagner leur vie, on réclame aussi le droit à une pension de l'Etat.

Le Congrès désire que des femmes soient élues membres du Parlement et agira pour ce but.

La N. U. W. S. S. fera présenter des projets de loi en vue de permettre aux femmes d'exercer la profession d'avocate et de notaire. Le Congrès insiste pour que soient nommées d'urgence des femmes juges de paix dans toute la nation afin qu'il y ait toujours au moins une femme dans les cours de justice du ressort de ces juges. Il demande aussi l'abolition de l'exclusion des femmes dans les jurys. Tous ces projets de réforme ont reçu un commencement de réalisation, quelques-uns ont été déjà discutés au Parlement.

Le Congrès s'élève avec force contre une nouvelle réglementation des traitements des membres de l'enseignement élémentaire, par laquelle serait augmentée l'inégalité entre les traitements des instituteurs et institutrices. A ce propos, Mrs Fawcett a rappelé dans un article que nous résumons plus loin, qu'elle avait été accusée de mauvaise foi (dishonesty) pour avoir dit que les droits politiques avaient une influence sur les salaires.

Or les institutrices de Londres ayant protesté contre la nouvelle réglementation, après un débat mouvementé, le projet fut repoussé. « Il n'échappera à personne, écrit Mrs Fawcett, que ce succès coïncide étrangement avec l'extension du droit de vote parlementaire aux femmes. »

Le Congrès de la N. U. W. S. S. s'est encore occupé de la question des mœurs, nous aurons l'occasion d'en reparler dans un numéro spécial.

Les Femmes à la Conférence des Nations

Enfin, ce Congrès, qui représente de 4 à 500 sociétés disséminées dans toute la Grande-Bretagne, prie respectueusement le Gouvernement que lorsque viendra l'heure de la Conférence des Nations après la Guerre, les représentants de Grande-Bretagne reçoivent des instructions afin d'exiger de la Conférence l'établissement de libres institutions fondées sur la liberté et l'égalité, avec des gouvernements responsables envers le peuple, dans tous les pays où de semblables institutions n'existent pas encore, parce qu'elles sont le meilleur garant de la durée de la paix. Cette proposition avait été faite au Congrès de Vienne sur l'initiative du principal représentant de la Grande-Bretage et avait été acceptée et insérée dans l'Acte final, mais la mesure présentait au moins une grave imperfection, elle ne reconnaissait l'utilité des libres institutions que pour un sexe seulement. Aussi la N. U. W. S. S. insiste auprès du Gouvernement pour qu'il ne laisse pas renouveler cette omission à la Conférence qui doit se réunir après la guerre actuelle, mais de soutenir le principe unanimement accepté par les chefs des nations alliées, que les Gouvernement soient établis par le consentement des gouvernés, que la paix durable soit fondée sur la liberté, non seulement des hommes, mais des femmes.

Education politique des Femmes

Depuis mars, le programme a reçu un commencement d'exécution par la formation d'associations féminines. Comme le dit excellemment Mme Elise Mac Adam dans le « Common Cause », l'éducation du citoyen doit précéder l'éducation du politicien de parti. C'est donc socialement bien plutôt que politiquement que les femmes cherchent à s'instruire. Voici le plan d'études proposé par Mrs Mac Adam :

I. — Organisation sociale pour l'enfance et l'adolescence : Première enfance et maternité, école élémentaire, enfants anormaux, criminalité juvénile, l'enfance et le travail, éducation et récréation de l'adolescence.

II. — Vie adulte : Education et Récréation. Travail et chômage, Organisation du Travail. Associations amicales, assurances, épargne. Administration de la justice. Soulagement de la misère.

III. — Hygiène publique : Prévention et traitement des maladies. Habitations, espaces libres, maladies sociales, alcoolisme.

A. B.

Quelle sera l'influence du vote des Femmes SUR LA Situation des Travailleuses après la Guerre

Mrs Henry Fawcett a consacré une série d'articles dans le *Common Cause* à la question de la condition des femmes après la guerre.

On s'était trompé en croyant que la guerre supprimerait complètement le travail industriel et réduirait la plupart des ouvriers et ouvrières au chômage. Il y eut une crise au début, mais elle ne fut ni aussi grave ni aussi prolongée qu'on eût pu le craindre. Les travailleurs en général, et parmi eux, les femmes, ont montré une étonnante facilité d'adaptation à des métiers nouveaux. Des mineurs sont devenus corroyeurs, des couturières ont fait des sacs et des uniformes militaires, des cigarières fabriquent des lampes électriques, etc. La demande officielle de travail pour les fournitures à l'armée et aux alliés s'est accrue dans des proportions énormes. Il a fallu fabriquer en quantités prodigieuses des uniformes, des couvertures, des bottes, des chaussettes, des selles et toutes sortes d'équipements sans parler des munitions. Ce travail absorba toute la population ouvrière et des gens qui n'avaient jamais rien fait de pareil devinrent des producteurs de fournitures militaires. Cette situation n'a fait qu'augmenter à mesure que les mois, les années passaient, si bien que non seulement il n'y a plus de chômage, mais qu'au contraire, tous les hommes et toutes les femmes ont été obligés de travailler, que jamais il n'y eût autant de demande de main-d'œuvre et que jamais les salaires ne furent aussi élevés, bien que le coût de la vie ait augmenté plus que proportionnellement.

Les femmes ont donc été appelées à se mettre à toutes sortes de travaux inconnus d'elles auparavant et elles le firent bien. Presque tous les chefs de l'industrie ont chaleureusement loué les femmes. Cet extraordinaire développement de la profession industrielle féminine a été favorable au mouvement féministe, il l'a été surtout à la nation elle-même. La santé générale de la population civile en Grande-Bretagne s'est plutôt améliorée depuis la guerre, ainsi que le prouvent les statistiques des naissances et de la mortalité. Cela semble paradoxal, mais il y a de nombreuses raisons pour expliquer ce phénomène. Les restrictions qui ont obligé les riches eux-mêmes à une vie plus saine et plus active, la diminution de la consommation de l'alcool, y sont pour beaucoup ; la cause la plus importante toutefois est la découverte et l'utilisation des capacités industrielles de la femme. Le travail de la femme quand il est bien rémunéré, tend à réduire la mortalité enfantine et à diminuer la dépopulation.

Voilà pour le présent. Mais qu'adviendra-t-il après la guerre ?

Une grave menace pèse sur l'avenir des ouvrières en Grande-Bretagne. Le Gouvernement britannique en effet s'est engagé solennellement à rétablir intégralement les règlements des Trade Unions, et ceux-ci comprennent la prohibition du travail féminin. L'exécution de la promesse rendrait la situation des femmes pire qu'avant la guerre, car ce qui n'était alors qu'une réglementation privée deviendrait une loi.

Mais, d'autre part, les femmes ne sont plus impuissantes politiquement. Elles peuvent dire qu'elles n'ont eu aucune voix dans l'engagement pris par le Gouvernement vis à vis des Trade-Unions. M. Fawcett rappelle délicatement que ce ne serait pas la première fois que le Gouvernement tournerait la difficulté où il s'est placé en faisant une promesse solennelle.

Il est d'autant plus possible de trouver une solution que l'exclusion des femmes n'est pas avantageuse pour les syndicats ouvriers. Ceux-ci ont toujours été opposés à l'entrée des femmes dans l'industrie, non parce qu'elles sont femmes, mais parce qu'elles représentaient pour les patrons un champ immense de main-d'œuvre à bon marché. Mrs Fawcett croit que les hommes ont pris un mauvais parti à leur propre point de vue en interdisant leurs métiers aux femmes, car la masse des femmes mal payées, non organisées, a continuellement exercé une pression qui faisait baisser les salaires féminins, exagérant ainsi la différence entre eux et ceux des hommes, et augmentant l'avantage que les patrons trouvaient à employer les femmes.

Ceux des trade-unionistes qui ont tendu la main aux femmes, par exemple dans les industries textiles, s'en trouvent bien ; mais si le mouvement va s'étendre aux autres syndicats. Un membre du Parlement a conseillé aux cheminots d'accueillir les femmes dans leurs syndicats et de soutenir la devise : A travail égal, salaire égal. C'est là la seule solution du problème. Il faut que le gouvernement britannique et les Trade-Unions se dégagent mutuellement du nœud la seule solution du problème. Il faut que que de part et d'autre, on convienne que cette promesse ne peut être remplie. La guerre a causé d'immenses transformations industrielles, il sera impossible de revenir aux conditions d'avant-guerre, et maintenant que les femmes possèdent un moyen de se faire entendre, elles pourront probablement amener les deux parties à cette solution raisonnable.

A. B.

ECHOS

Les Anglaises dans les Commissions du Gouvernement.

La Commission officielle chargée de fixer la taxe sur le luxe s'est divisée en quatre sous-commissions dont l'une s'occupe de la taxe sur la draperie et les vêtements féminins et une autre de l'ameublement et de la bijouterie. Trois femmes sont nommées membres du premier groupe et deux du second. Le premier groupe doit alors être exclusivement féminin, le nombre total des membres de la Commission étant douze.

PRIÈRE DE LIRE ATTENTIVEMENT

La publication de « La Française » est ordinairement suspendue pendant les mois de juillet, août et septembre. Cette année par exception, plusieurs numéros paraissent durant cette période ; celui-ci est le troisième qui soit publié en juillet. Nous en donnerons deux autres en août et en septembre. Le prochain paraîtra le 10 août et contiendra d'intéressants détails sur la culture et la récolte des plantes médicinales envisagées comme carrière féminine et au point de vue patriotique.

⁂

Le Secrétariat de « La Française » reste ouvert normalement en août, c'est-à-dire tous les après-midi de 2 à 6, on trouve la Secrétaire générale les lundi, mercredi, vendredi de 3 à 5. La Directrice restera absente de Paris tout le mois d'août.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

Services automobiles de correspondance P.L.M

En outre des Services automobiles de correspondance désignés ci-après qui fonctionnent déjà :

Issoire-Saint-Nectaire (avec prolongement tri-hebdomadaire sur **Marols** et **Besse**) ; **Clermont-Ferrand-Saint-Nectaire** ; **Grenoble-Saint-Pierre-de-Chartreuse** par le Col de Porte ; **Grenoble-Briançon** par La Grave et Le Lautaret ; **Annecy-Saint-Gervais-les-Bains-Le Fayet** par Thônes, les Aravis, Mégève ; **Moutiers-Salins-Praiognan**, la Compagnie P.-L.-M. mettra en marche, trois fois par semaine (mardi, jeudi, samedi), du 13 juillet au 14 septembre, le Service automobile de :

Moutiers-Salins-Val-d'Isère

MAISONS RECOMMANDÉES

LE BOVRIL

Est indispensable dans la Cuisine. Il économise temps, peine et argent. Le seul employé par toute ménagère soucieuse de son bien-être. Fournit un délicieux **Potage-Consommé Riche**, Sauce excellente. Donne aux plats un goût exquis.

Il ajoute à n'importe quel légume la valeur nutritive d'un morceau de viande du premier choix. Reconstituant très énergique.

Le **BOVRIL** est de la viande et rien que de la viande.

Se renseigner aux Maisons d'Alimentation, ou aux magasins de gros, 102, rue Réaumur, Paris (2e).

BIERES

BIERE FANTA non alcoolisée

BIERE spéciale pour nourrices

BIERE de TABLE

rue Guyot (Paris) — Télép. Wag. 13-83

La gérante : Jane MISME.

Imp. des Arts, 11, rue Molière, Paris

ECOLE ROY

rue Lagrange
PARIS (Ve)

COURS de 8 h. du matin à 10 h. du soir, — Envoi du Programme FRANCO
Inscriptions reçues à toute époque de l'année

STENOGRAPHIE, DACTYLOGRAPHIE COMPTABILITÉ. COMMERCE, LANGUES

Préparation spéciale au Commerce aux Services officiels des Chambres, aux Examens des Ministères et Administrations, ainsi qu'au Professorat de Sténographie. Cours GRATUITS et cours réduits. — Cours par Correspondance.

PLACEMENT GRATUIT DES ELEVES

QUINZIEME ANNEE — N° 473

ABONNEMENTS

FRANCE. . . . Un an. 6 fr.
ETRANGER . . . - 8 fr.

LE NUMERO :

FRANCE. . . . . 10 centimes
ETRANGER . . . . 15 —

Aux Bureaux du Journal et par la poste

TÉLÉPHONE : AUTEUIL 17-09

ANNONCES

Agence MURATET & Cie
89, rue d'Houtteville
TÉL. : NORD 71-11

Les Françaises PAR LA RÉCOLTE ET LA C

Mme Lafond, bienfaitrice natio

Nous avons à plusieurs reprises dé gnalé l'intérêt, pour le service de la P et comme profession féminine, du tra plantes médicinales dont nous avion qu'ici laissé presque complètement l vilège à l'Allemagne.

Le 27 octobre dernier, notre colla trice Juliette François-Raspail publi un article à la gloire d'une instit d'Abbeville, Mme Lafond, qui avait e lancé l'exemple de la cueillette patri des « simples ». Mme Lafond avait m élèves à l'œuvre, fait de la propagand trainé les 150 écoles de la Somme à ter et intéressé à sa tentative la S des Conférences populaires ; celle-ci née suivante institua un concours toutes les écoles et donna ainsi une extension à l'idée. Aujourd'hui c'est le vernement qui la reprend ; et il d beaucoup de toutes les femmes de F que cette initiative d'une femme dev pour notre pays un ample et durable fait économique.

Retenez ce nom de Mme Lafond, sans du féminisme. Ne le laissez point paraître sous l'illustration de tous ceu dès maintenant, patronnent et porte premier rang des entreprises d'intérê tionale l'initiative de la modeste in trice. Je ne la connais point et je v fâcher peut-être en lui rendant j aussi haut. Mais nous devons marquer nous lasser, tous les faits qui montre valeur de l'intervention féminine da vie sociale.

Ce n'est certes pas d'aujourd'hui q grandes choses ont été faites sous un piration de femme ; mais il ne falla le dire ; l'honneur de l'inspiratrice de rester caché. C'est ainsi que d'activités précieuses ont été étouffé découragées ; que se sont perpétués gende de l'incapacité féminine et le du parasitisme féminin, encore l'un et tre mal vaincus, nous n'en avons que de preuves. Rappelons seulement l'obs tion du Ministère du Ravitaillement nir les femmes écartées de ses consei pourtant... Donc répétons-le : Bonne Mme Lafond, promotrice de l'action n nale pour la récolte et la culture des les médicinales !

Le rôle de la Société Natio des Conférences populaires

Nous avons parlé à plusieurs rep des concours scolaires de cette Société s'attribue le mérite d'avoir eu la pren en France, l'initiative de la récolte plantes médicinales, prétention jus d'ailleurs puisque Mme Lafond, un d membres y a trouvé pour son un idé lancement efficace. Le concours de 1 eu pour résultat la récolte de que milliers de kilos de plantes par les é des écoles communales. Ces moissons été vendues au profit des orphelins guerre. L'école de Mme Lafond en a v pour mille francs, une autre pour 500.

Le concours de 1918 prendra fin novembre. Les instituteurs ou les ins trices désirant y participer doivent re à *M. le Secrétaire général de la Société des Conférences populaires*, 4, rue meau, Paris (2e), qui enverra tous les seignements utiles, non seulement pou conditions du concours, mais pour la colte, le séchage, le classement, la des plantes médicinales.

L'intervention du Gouvernem

C'est au Ministre du Commerce, M. mentiel, dont nous avons eu si souve apprécier l'esprit de progrès et la déc courageuse, que revient l'honneur d'a organisé en service national le mouve inauguré par Mme Lafond. Le Ministèr Commerce, d'ailleurs, a dans ses bur des hommes que d'on trouve toujour avant pour les heureuses réformes et couvons citer plusieurs progrès r nistes réalisés grâce à lui ; ouverture écoles supérieures de commerce aux mes, de l'école centrale, etc.

Le 3 avril dernier, M. Clémentel pr sait au Président de la République un cret instituant au Ministère un Comité Plantes médicinales.

Le texte du décret précise (article 2) le Comité :

A pour mission de rechercher les m pratiques, propres à organiser, développe intensifier la culture et la récolte de ces les, et leur commerce en France et à l'é ger, déterminer, centraliser et coordonne besoins des acheteurs et des vendeurs af les satisfaire au mieux de l'intérêt génér Il fait l'inventaire des stocks de la pr tion nationale, arrête les programmes portation en fonction des besoins nationa recherche les moyens les plus appro pour les satisfaire.

Favorise la création des industries no les, et développe les industries déjà exi tes, dont les produits sont tirés des pl médicinales.

Article 3. — Le Comité est composé : D'un professeur à la Faculté des Scie de Paris, Président ;

D'un professeur à l'Ecole supérieure Pharmacie de Paris, Vice-Président ;

D'un représentant du Ministère du C merce, de l'Industrie, des Postes et Tél phones, des Transports Maritimes et de la rine marchande, Secrétaire ;

D'un représentant du Ministère de l'A culture ;

D'un représentant du ministère de l'I truction publique ;